

Crise Economique/Enseignement supérieur

Les étudiants victimes collatérales de la politique d'austérité

Merlin Mbina

Les caisses de l'Etat sont presque vides et le Gabon traverse une crise financière aigue comme l'a reconnu le ministre de l'Economie, Régis Immongault Tatangani, la semaine dernière, en affirmant : « *La crise financière est là ! Elle est dure* ». Pour tenter d'oxygéner le Trésor public, Libreville fait feu de tout bois. Après l'arrêt du paiement des primes, vacations et indemnités dans les administrations publiques et parapubliques, le gouvernement compte s'attaquer prochainement à la bourse des étudiants, ainsi qu'au prix du ticket restaurant qui serait, selon lui, modique. Toute chose qui annonce des lendemains sociaux incertains pour cette catégorie vulnérable de la population.

En effet, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, Denise Mekam'ne, a présidé la semaine dernière, une réunion pour poser les bases d'une réflexion portant sur les questions de la gouver-



Denise Mekam'ne envisage des mesures drastiques qui vont davantage dégrader la qualité de vie des étudiants.

nance des universités et grandes écoles, ainsi que l'actualisation du cadre réglementaire, la gestion des bourses d'étude et les œuvres sociales. A cet effet, un groupe de recherche dans l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique a été mis en place avec des commissions, dont l'une d'entre

elles se chargera des bourses d'étude et des œuvres sociales.

Au sortir de la première réunion, un membre de cette commission donnait le ton des débats : « *L'Etat, aujourd'hui, attribue la bourse à tous les bacheliers. Est-ce que l'Etat, au regard de la situation économique actuelle,*

peut continuer ainsi ? Au niveau de la restauration de l'étudiant, le ticket, aujourd'hui, coûte 150 Fcfa. Est-ce que ça tient encore la route ? Est-ce que l'Etat, aujourd'hui, peut fournir un logement à chaque étudiant ? Faut-il ouvrir ces pans à d'autres partenaires privés ? », s'est-il interrogé devant la presse.

Les travaux qui doivent durer un mois permettront de faire des propositions de réforme au gouvernement. A la lumière de ce qui précède, on s'acheminerait vers une limitation du nombre de boursiers gabonais, une augmentation du coût du ticket pour la restauration des étudiants et une hausse des loyers en résidence universitaire. Ainsi, pour résoudre sa crise financière, Libreville choisirait, entre autres, de diminuer le revenu des étudiants tout en augmentant les coûts de la restauration et du logement. Des mesures qui, si elles sont mises en vigueur, entraîneraient un mécontentement certain des étudiants.